



HAL
open science

Le Saint-Siège et les élites en Extrême-Orient: la création des universités catholiques de Pékin et de Tokyo, Fu-jen et Sophia (1908-1936)

Olivier Sibre

► **To cite this version:**

Olivier Sibre. Le Saint-Siège et les élites en Extrême-Orient: la création des universités catholiques de Pékin et de Tokyo, Fu-jen et Sophia (1908-1936). Les Cahiers de Framespa : e-Storia, 2010, 6, pp.10. halshs-00706511

HAL Id: halshs-00706511

<https://shs.hal.science/halshs-00706511>

Submitted on 10 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Olivier Sibre

Le Saint-Siège et les élites en Extrême-Orient : la création des universités catholiques de Pékin et de Tokyo, Fu-jen et Sophia (1908-1936)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Olivier Sibre, « Le Saint-Siège et les élites en Extrême-Orient : la création des universités catholiques de Pékin et de Tokyo, Fu-jen et Sophia (1908-1936) », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 6 | 2010, mis en ligne le 19 janvier 2011. URL : <http://framespa.revues.org/494>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : UMR 5136 - FRAMESPA

<http://framespa.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://framespa.revues.org/494>

Document généré automatiquement le 01 juillet 2011.

© Tous droits réservés

Olivier Sibre

Le Saint-Siège et les élites en Extrême-Orient : la création des universités catholiques de Pékin et de Tokyo, Fu-jen et Sophia (1908-1936)

- 1 Les fondations universitaires mettent en valeur aussi bien les obstacles d'ordre législatif et juridique auxquels se heurte le Saint-Siège – révélateurs de l'évolution des États d'Extrême-Orient, de leur assise idéologique – que les conflits missionnaires locaux renforcés par les réactions des puissances, notamment la France, qui exerce un protectorat sur les missions catholiques en Extrême-Orient, fondé sur les traités « inégaux ». Car un établissement universitaire peut devenir le lieu d'un rayonnement culturel et intellectuel de première importance, susceptible de faire ombrage non seulement aux protestants, mais aussi aux établissements catholiques déjà existants, sous « tutelle » française, dans la mesure où ils sont directement au service d'une stratégie pontificale de conversion des élites de la région. En effet, en Chine, c'est l'université L'Aurore qui naît en 1903 à Shanghai, dirigée par des jésuites français. À la fin du XIX^e siècle au Japon, les ordinaires missionnaires sont tous des Missions étrangères de Paris, et les Marianistes arrivés en 1888 sont les seuls à mettre sur pied un réseau d'établissements secondaires qui s'intéresse à l'élite japonaise. Depuis les années 1860 véritablement, les missionnaires catholiques sont de retour au Japon, après une absence de deux siècles, tandis qu'en Chine, même s'il n'y a pas l'équivalent de la période de fermeture complète aux étrangers de l'ère Tokugawa, les jésuites avaient néanmoins disparu, ayant perdu la « bataille » des rites chinois au XVIII^e siècle : Benoît XIV avait condamné la stratégie d'inculturation de Matteo Ricci et de ses confrères. Après le rétablissement de la Compagnie par Pie VII, les jésuites sont de retour en Chine dès les années 1840.
- 2 Or, depuis 1885, le Saint-Siège a tenté d'engager des négociations officieuses avec les cours de Tokyo et de Pékin, afin, notamment, d'établir des relations permanentes à caractère diplomatique. Or, Léon XIII considère l'occidentalisation du Japon, et l'article 28 de sa constitution sur la liberté religieuse (1890) comme une opportunité considérable d'évangélisation au sommet. La victoire des Japonais sur les Russes en 1905 suscite même l'espoir d'une geste japonaise qui servirait les catholiques en Extrême-Orient. C'est pourquoi, Pie X envoie au Japon, en septembre 1905, en qualité d'envoyé extraordinaire, Mgr O'Connell, évêque de Portland.
- 3 C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre les initiatives locales de prêtres autochtones, et parfois de missionnaires, ainsi que de laïcs, en vue d'obtenir du pape une université catholique dans les capitales chinoise et japonaise qui ne fassent le jeu ni des congrégations, ni des puissances et de leur langue, à commencer par le français, très concurrencé par l'anglais, au Japon notamment. Il s'agit aussi de saisir l'opportunité de la libéralisation des deux États pour convertir la modernité asiatique en voie d'occidentalisation.
- 4 L'étude comparative de deux universités catholiques, l'une à Tokyo, Sophia, et l'autre à Pékin, Fu-jen, permettra surtout d'approfondir les distorsions contextuelles et institutionnelles conduisant à des actions différentes et décalées du Saint-Siège en direction de la Chine et du Japon. L'une des principales caractéristiques que nous relèverons est l'aspect beaucoup plus politico-diplomatique des initiatives en direction du Japon qu'en Chine. En effet, le Saint-Siège, de Léon XIII à Pie XII, tente de contourner les obstacles politiques en Chine – le principal étant la diplomatie française et les « carences » de l'État chinois – en investissant le terrain strictement religieux via les missions. De fait, l'importance du monde chinois, l'énorme effectif missionnaire engagé, suscite des débats missionnaires de fond, que l'on ne retrouve pas au Japon.

- 5 Nous apporterons donc quelques éclaircissements à des entreprises pontificales très mal connues, et auxquelles l'historiographie occidentale s'est peu intéressée, faute de sources et en raison, bien entendu, de l'obstacle linguistique. Par ailleurs, les archives romaines sur le sujet sont ouvertes depuis peu de temps, avec des délais d'inventaire toujours problématiques pour le chercheur. En revanche, les universités elles-mêmes ont su publier des sources, et produire quelques travaux sur le sujet, à diffusion, parfois, très confidentielle, comme le mémoire de père Geppert sur la fondation de l'université Sophia de Tokyo¹.

L'université Sophia de Tokyo

- 6 Premier pays à se « moderniser », le Japon est le principal État concerné par une initiative pontificale visant à répondre à l'enjeu de l'évangélisation des élites. Mais l'intervention du Saint-Siège rencontre des obstacles inattendus. Le premier d'entre eux concerne la législation nippone sur les établissements d'enseignement secondaire et supérieur. Cet obstacle se double de préjugés tenaces à l'égard du catholicisme que rallume le retour des jésuites au Japon en 1908. Ces derniers, après plus de deux siècles d'absence, sont en effet envoyés par Pie X pour prendre en charge la nouvelle fondation. L'université Sophia révèle les tensions conjoncturelles entre l'Église et l'État au Japon, mais aussi le poids du temps long qui pèse sur les relations entre le Saint-Siège et l'archipel nippon. Lorsqu'ils arrivent au Japon, les jésuites ont été précédés, sur le terrain de l'enseignement, par les marianistes, eux-mêmes sollicités par les Missions étrangères de Paris (MEP). Le réseau d'enseignement secondaire catholique qu'ils implantent en quelques années est le premier dont bénéficie l'archipel. Tout semblait donc les préparer à prendre en charge l'enseignement supérieur catholique dans l'empire du soleil levant. Et pourtant, Pie X décida que le Saint-Siège devait reprendre en main la stratégie de conquête des élites locales.

1a. Qui rappelle les jésuites ?

- 7 L'intervention de Rome dans cette affaire se justifie d'abord par le fait qu'elle est très étroitement liée à la question du retour des jésuites au Japon. Ce sont finalement les injonctions et les rapports de missionnaires, ainsi que les sollicitations de catholiques locaux, clercs et laïcs, à la fin du XIX^e siècle qui conduisent Pie X à demander aux jésuites de retourner au Japon. La Compagnie est en effet susceptible, par ses moyens et par ses compétences, de répondre à la formation d'une élite catholique japonaise, alors que les MEP n'y sont pas préparées, pour des raisons que nous verrons plus bas².

1b. Stratégie d'évangélisation : viser l'élite nippone

- 8 C'est certainement le travail du père jésuite Joseph Dahlmann qui trouve à Rome le plus large écho. Arrivé dans la capitale italienne le 22 juin 1905, le père Meschler lui fait savoir que le secrétaire d'État Merry del Val s'intéresse beaucoup au Japon, qui se trouve au cœur des préoccupations de la diplomatie pontificale au lendemain de la victoire sur les Russes dans le détroit de Tsushima, les 27 et 28 mai. Il lui demande de rédiger un rapport sur les possibilités et les nécessités de développer l'enseignement supérieur catholique dans l'archipel nippon. Ce texte est le dernier rapport sur la question avant que le pape se prononce en faveur d'un retour de la Compagnie au Japon lors de l'audience privée du 3 juillet 1905³. Il semble donc avoir été décisif.
- 9 Dans son rapport, le père Dahlmann⁴, après avoir rappelé la situation tout à fait favorable de la religion catholique au Japon en raison de la liberté religieuse qui y règne – contrairement à ce qui se passe en Chine –, insiste naturellement sur le développement de l'enseignement au Japon, complètement occidentalisé, et où l'Église catholique trouverait sa place sans difficulté. Dans cet esprit, il faut donc appeler des familles religieuses « vouées à la formation de la jeunesse ». L'objectif principal est, selon lui, de relever le défi de la concurrence protestante dont l'enseignement conduit, d'après le père Dahlmann, soit à l'indifférence, soit à l'athéisme et au matérialisme. Il s'agit donc de former des maîtres japonais catholiques, façonnés par la philosophie et l'éthique chrétiennes. On permettra ainsi aux Japonais de réfuter les « erreurs » modernes de la culture scientifique occidentale à laquelle ils adhèrent très facilement. Le père

Dahlmann espère donc que la religion catholique sera non seulement un outil d'analyse de la culture occidentale importée afin d'en rejeter le processus de sécularisation, mais aussi et surtout un moteur de la « renaissance japonaise » qu'elle pourrait ainsi façonner. La religion catholique, bien loin de se présenter aux Japonais comme une religion archaïque apparaîtrait alors comme « véritable gardienne » et « promotrice » de toutes les sciences, donc de la « modernité » nipponne. Enfin et surtout, le Japon est le moteur de la « modernisation » de l'Extrême-Orient. L'occidentalisation de la Chine passe de plus en plus par l'enseignement japonais, « contaminé » par le matérialisme de la culture européenne⁵.

10 Vint ensuite la visite du délégué extraordinaire du Saint-Père Mgr O'Connell au Japon en novembre 1905 qui, à bien des égards, fut décisive. Elle mentionne un certain nombre de points de vue de l'élite japonaise dont celui du seul catholique du ministère de la Guerre, le vice-amiral Ito, qui déclarait qu'« humainement il y avait peu d'espoir pour la conversion du Japon tant que les membres de la noblesse ne se convertiraient pas [...]. Il fallait donc un clergé de qualité susceptible de faire l'admiration et de convertir les classes élevées⁶ ».

11 Cette remarque concernant le clergé et son niveau de compétence intellectuelle conduisait tout droit à la dénonciation des missionnaires français, MEP et marianistes.

1c. Les jésuites acceptent de retourner au Japon

12 À Rome, tandis que la mort du père général Luis Martin conduisait à l'élection du père François-Xavier Wernz, Pie X lui adressait une lettre datée du 30 août 1906 contenant plusieurs requêtes dont trois étaient intitulées postulata⁷. Elles montrent que le Saint-Siège s'appuie essentiellement sur le rapport de Mgr O'Connell dont les conclusions semblent avoir été assez largement diffusées. Elles révèlent aussi l'engagement massif que prend le Saint-Siège à soutenir, par tous les moyens, la fondation d'une institution jésuite d'enseignement supérieur au Japon.

13 La congrégation générale de septembre 1906⁸ accepta avec joie cette nouvelle mission au Japon, soulevant cependant trois problèmes fondamentaux visant à faire préciser et confirmer au Saint-Siège son engagement dans cette affaire : trouver les fonds nécessaires, le personnel compétent, et surtout obtenir un territoire distinct pour l'exercice de cette mission.

14 C'est ainsi qu'en septembre 1906 la Compagnie de Jésus, répondant à l'appel du Saint-Siège, rétablit la mission jésuite au Japon en vue de fonder une institution d'enseignement supérieur. Jusqu'à l'érection de la préfecture apostolique d'Hiroshima (1921), la mission jésuite, c'est-à-dire le projet universitaire à Tokyo, est confiée au père général, ceci afin de défendre le caractère international de la nouvelle mission.

1d. Un institut d'enseignement supérieur

15 Autour du 25 juillet 1907, Pie X reçoit en audience d'apparat M. Uchida⁹, ambassadeur du Japon à Vienne, envoyé extraordinaire auprès du pape, afin de rendre à Pie X la visite de Mgr O'Connell au Japon de l'automne 1905. M. Uchida déclara au Saint-Père que le gouvernement accueillait de manière favorable toute création qui se conformerait aux lois et aux règlements de l'éducation et respecterait le caractère national de l'enseignement. Néanmoins, le gouvernement estimait que les polémiques religieuses seraient inopportunes et souhaitait que l'établissement projeté soit avant tout une école de hautes études ayant le caractère le moins confessionnel possible.

16 Cette visite eut pour conséquence de différer la sanction du pape au décret de la Propagande qui devait autoriser les jésuites à créer une université catholique à Tokyo. C'est ainsi que le souverain pontife prit alors véritablement conscience de la situation et de la position japonaises. On ne parlerait dès lors plus d'université mais d'institution d'enseignement supérieur.

17 Au Vatican l'affaire aurait donc pu être enterrée pour longtemps si les jésuites n'avaient rappelé à la Propagande les « promesses » de Pie X. Ainsi, à la veille du départ des premiers pères jésuites pour le Japon, le père général Wernz envoya une longue lettre au cardinal Gotti, préfet de la Propagande, rappelant les postulata de Pie X et leur acceptation en congrégation générale par la Compagnie.

- 18 Pour éviter tout malentendu, notamment avec les autorités et les missionnaires français qui « tiennent » l'Église au Japon, la Compagnie envoya trois pères de nationalités différentes : le père Dahlmann, bien entendu, le père Rockliff, un Anglais, et le père Louis Boucher, jésuite français de Chine. Avec le père Dahlmann, ce sont deux éminents spécialistes de l'Extrême-Orient¹⁰.
- 19 Le 5 novembre 1912, le père Hoffmann, ancien professeur de philosophie à Walkenburg, envoyé au Japon en 1910¹¹, rend visite au vice-ministre de l'Éducation, M. Fukuhura. Bien qu'il existât alors des écoles privées, le gouvernement, de par la législation en vigueur, contrôlait très étroitement tous les établissements de l'empire. C'est dans ce cadre que le statut de special school (semmongakko) fut réclamé par le père Hoffmann, s'engageant de son côté à respecter les conditions du vice-ministre de l'Éducation : pas d'enseignement religieux sauf à ceux qui le demandent, et une heure d'éthique par semaine, ressortant finalement des principes confucéens du respect à l'égard de l'empereur et de la patrie associés au shinto civil¹².
- 20 Lors de la visite suivante, en janvier 1913, le ministre, et tous les officiels japonais, en dehors du caractère étranger de l'institution et catholique en particulier, soulevèrent essentiellement la question du personnel jésuite¹³, ce qui obligea les pères Dahlmann et Hoffmann à rédiger un mémorandum présentant leurs activités éducatives.
- 21 À la fin du mois de février, les professeurs Mizuno et Oguri préparèrent le texte final du contrat : une higher middle school sous le strict contrôle du gouvernement prenant, sur proposition du ministre, le titre de Joshi Daigaku. L'autorisation fut signée par le ministre de l'Éducation Okuda Gijin le 28 mars 1913. L'établissement fut donc bien reconnu comme « institut d'enseignement supérieur ». Dès le 29 juin, à la suite de la première inspection par le ministère de l'Éducation, l'établissement obtint le privilège militaire du report pour ses étudiants.

1e. Vers le statut d'université

- 22 En fait, toutes les universités « privées » n'étaient que des « écoles spéciales » (semmongakurei daigaku). Ce ne fut qu'à partir de 1918 que ces « écoles » reçurent de la part des autorités le titre d'université. Elles durent pour cela remplir de nombreuses conditions. Or, ce n'est qu'en 1928 que l'université Sophia, ou Jochi Daigaku, les remplit toutes et qu'elle devint une université à part entière, dans le cadre de la nouvelle charte approuvée et signée par le ministre de l'Éducation, le 10 mai 1928. Dès lors, l'université catholique de Tokyo conféra des grades universitaires équivalents à ceux des autres universités japonaises¹⁴. La lenteur de cette reconnaissance s'explique essentiellement par les garanties financières réclamées par le gouvernement japonais – 500 000 yens environ – et que l'« université » eut du mal à honorer¹⁵. À l'automne 1926, le père général proposa à la Propagande, renflouée par l'argent de l'Église des États-Unis, un prêt à 5 % pour réaliser le dépôt, proposition qu'elle accepta.
- 23 Enfin, en mai 1914, l'université comptait 54 étudiants inscrits ce qui, même en considérant l'élitisme de l'enseignement supérieur japonais à cette époque, représente un tout petit nombre.
- 24 Jusqu'au 9 mai 1928¹⁶ et la reconnaissance officielle de Sophia comme université¹⁷, l'influence sur les élites japonaises s'exerça par un travail de pénétration dans les universités non-chrétiennes, s'inscrivant ici dans une tradition missionnaire MEP au Japon.
- 25 Pie XI explicita lui-même les intentions profondes du Saint-Siège à l'égard de l'université Sophia : assurer, à travers le rayonnement et l'impérialisme japonais, la diffusion de la religion catholique. Alors qu'il envoie son portrait, le nouveau pape Ratti écrit en effet le 31 mai 1922 à propos de l'université Sophia, de ses enseignants et de ses étudiants : « lumière de salut et de sagesse pour les immensités de l'Asie¹⁸ ». Il s'agit bien de confier l'évangélisation de l'Extrême-Orient au Japon et aux élites japonaises.

L'université Fu-jen de Pékin

- 26 En Chine, le régime consulaire, la tutelle des « féodalités » missionnaires sur l'enseignement ainsi que le protectorat français sur les missions catholiques empêchent le Saint-Siège d'intervenir directement dans ce domaine. Dans les années 1900, ce sont donc le centre jésuite

français de Zikawei et l'université L'Aurore de Shanghai, initiative contemporaine et locale des jésuites français, qui s'occupent de la formation des élites.

2a. Les origines

27 L'échec du synode de Shanghai en 1906 ajourne le projet universitaire d'une vingtaine d'années avant la fondation effective d'une université catholique à Pékin. Ni les lazaristes ni les jésuites ne veulent, et surtout ne peuvent, prendre en charge un tel projet auquel manque aussi une impulsion pontificale décisive.

28 Le projet d'université catholique passe alors par Tianjin et l'élite chinoise d'Action catholique conduite par le père lazariste Vincent Lebbe. Le 12 juillet 1912, Ying Lianzhi, précepteur du père Lebbe en littérature et en histoire chinoises depuis son arrivée à Tianjin en 1903, écrit une longue lettre au pape Pie X¹⁹ pour défendre la cause du catholicisme en Chine qui passe, selon lui, par Matteo Ricci, c'est-à-dire par une véritable conversion des élites chinoises, à travers la fondation d'une université qui formerait aux « sciences occidentales » dans un esprit catholique, aussi bien les chrétiens que les « païens », les laïcs que les clercs²⁰.

29 Cet éminent catholique chinois fait de l'université la clé de voûte de l'évangélisation de la Chine. Il considère qu'elle arriverait au bon moment et créerait un lien profond entre l'Église et la Chine moderne. Mais une université catholique dans un pays de mission doit relever directement du pape. Car c'est à cette condition, semble-t-il, qu'elle prend une dimension vraiment catholique, face à des projets locaux ou internes à une congrégation comme l'université L'Aurore de Shanghai, tenue par les jésuites français, à laquelle certains catholiques, clercs ou laïcs, reprochent son enseignement trop technique et scientifique, en français, alors que les défis de l'évangélisation des élites ainsi que de la formation des prêtres chinois, souvent critiqués pour leur ignorance, suppose d'abord l'enseignement catholique des lettres occidentales et chinoises. L'université catholique de Pékin doit être une institution pontificale dans le plein sens du terme, une institution qui établit un pont entre le Saint-Siège et les Chinois. Et c'est en articulant étroitement la transmission des « sciences » occidentales et leur lecture chrétienne que le pape pourrait ainsi faire entrer la Chine dans une « modernité » chrétienne. Au fond, l'idéal de Ying Lianzhi, c'est d'avoir dans cette université des professeurs chinois. Or, la formation des prêtres chinois étant alors insuffisante pour satisfaire aux exigences d'une telle institution, il fallait faire appel à des laïcs chinois. Ce qui signifie aussi que l'objectif de l'université est double : non seulement former des élites laïques, mais encore former une élite catholique cléricale en vue de réaliser la plantation²¹ de l'Église catholique en Chine²².

30 Cette opportunité est enfin comparée au projet japonais qui, selon notre auteur, arrive bien tard, car la constitution Meiji est en vigueur depuis 1890 et le réseau universitaire japonais a eu le temps d'être mis sous tutelle par l'État. La période transitoire, que représente la fin de l'Empire et surtout les débuts de la République, serait donc opportune pour l'établissement de cette université.

2b. Visite du père Schmidlin

31 C'est dans ce contexte qu'intervient la tournée chinoise de l'abbé Schmidlin (1913-1914), Alsacien, demeuré Allemand toute sa vie, professeur d'histoire de l'Église à Münster depuis 1907. Il fonde, en 1911, la première chaire de missiologie à l'université de cette ville, ainsi que la *Zeitschrift für Missionwissenschaft*²³. Il fut également cofondateur de l'Institut international de recherches missiologiques, et fondateur de l'Union missionnaire du clergé allemand²⁴.

32 La commission internationale pour le développement des écoles dans les missions fut instituée lors du congrès eucharistique de Vienne le 10 septembre 1912 dans le but de convertir les « vieilles civilisations d'Extrême-Orient » par l'éducation, en développant le réseau scolaire et la presse catholiques. Le père Schmidlin se rendit en Chine délégué par cette commission pour consulter les ordinaires et dresser avec eux un état des lieux pour évaluer les « nécessités de l'avenir²⁵ ». Cette consultation des ordinaires de Chine, sans mandat de la Propagande, hypothéqua d'emblée le travail du père alsacien. Il se dispensa même d'envoyer des rapports à Rome, puisqu'il n'était justement pas envoyé par Rome. La Propagande soutenait néanmoins

son travail. Seulement, elle n'avait pas voulu lui donner de mission pour éviter une délégation officielle « ayant l'air de vouloir forcer la main des évêques et de restreindre leur initiative privée²⁶ ». Ainsi sur 53 ordinaires, 49 assurèrent le père Schmidlin de leur concours²⁷. En obtenant le soutien des Missions étrangères de Paris, le père Schmidlin bénéficia en outre des outils nécessaires à la convocation des ordinaires et à la diffusion des rapports sur les réunions qu'il organisa avec eux : l'imprimerie MEP de Hongkong. D'où vint alors localement l'opposition à ces conférences qui provoqua finalement la réaction romaine ? Du vicaire apostolique du Jiangnan²⁸, c'est-à-dire des jésuites, qui proposaient déjà un enseignement universitaire à L'Aurore de Shanghai.

33 Dans le même esprit, la diplomatie française s'attacha à empêcher et à discréditer le travail du père alsacien : le consul général de France à Shanghai empêcha la réunion de la conférence à Pékin et à Tianjin. En effet, dans la logique des tensions entre la France et l'Allemagne et de la défense du protectorat français sur les missions, le diplomate français prétendit que le but du voyage du père Schmidlin était de fonder en Chine des écoles allemandes avec l'argent amassé par les catholiques lors du jubilé impérial, somme, en fait, distribuée dans les colonies depuis longtemps

34 Le père Rutten, rapporteur du projet d'université, proposa, le 17 février 1914²⁹ que l'enseignement professé dans l'université catholique soit un enseignement pour les Chinois, dispensé par des Chinois, en chinois, en dehors de toute pression étrangère – ce qui n'était pas le cas de l'université de Pékin –, pour constituer « la première Université nationale de Chine ». En résumé, l'université serait véritablement catholique parce qu'elle serait authentiquement chinoise du point de vue de son enseignement.

2c. Ying Lianzhi, Mgr Costantini et l'arrivée des Bénédictins

35 Car, avant que le père Schmidlin n'arrive en Chine, et n'organise des conférences au sommet, Ying Lianzhi avait fondé, en 1913, Fu Jen She³⁰. Cette Académie des lettres chinoises avait alors pour but la « régénération de la Chine ». Elle s'inscrivait dans l'esprit des « Lumières » et du patriotisme chinois. Il s'agit très concrètement de former une élite de jeunes gens catholiques maîtrisant la culture chinoise traditionnelle. Cependant, en raison des difficultés de financement, Ying dut fermer l'Académie en 1918.

36 En même temps, sa mauvaise expérience comme professeur de littérature chinoise au grand séminaire de Pékin, qu'il abandonne en 1916, l'absence d'un véritable enseignement supérieur catholique en Chine, le conduisent à rédiger, en juin 1917, une Exhortation à l'étude adressée aux clercs et aux laïcs catholiques, dans l'esprit de l'Exhortation à l'étude de Chang Chih-tung qui avait réveillé les consciences chinoises sur l'enjeu que représentait la modernisation de la Chine par l'école. Dans ce document il condamne l'obscurantisme d'un certain nombre de missionnaires catholiques, et appelle le clergé à se former à la langue et à la littérature du pays. Car le problème n'était pas seulement que les missionnaires occidentaux se fassent « Chinois avec les Chinois³¹ », mais que le clergé chinois lui-même puisse évangéliser ses compatriotes, en maîtrisant suffisamment la langue littéraire du pays. Or cette exhortation, traduite en latin, est adressée au pape Benoît XV Au printemps 1917, le cardinal Serafini a déjà reçu à la Propagande le rapport du père lazariste Antoine Cotta sur le clergé indigène. Et début 1919, le cardinal van Rossum, son successeur, reçoit le rapport du père Vincent Lebbe daté du 28 décembre 1918³² sur « la presse catholique en Chine » et sur l'apostolat en Chine.

37 L'élite estudiantine chinoise lança alors un nouvel appel au Saint-Siège en faveur de la formation du clergé catholique, face à l'organisation et au succès de la propagande protestante³³.

38 Enfin, en 1920, George Barry O'Toole, professeur au séminaire et oblat bénédictin de l'abbaye de Saint-Vincent en Pennsylvanie, envoyé par Rome, arriva en Chine pour discuter avec Ying Lianzhi du projet d'université catholique. Le 18 octobre 1920, il gagna Pékin et échangea avec l'intellectuel chinois des vues communes sur le projet.

39 De retour à Rome, le père O'Toole fit son rapport à l'abbé primat des bénédictins auquel Benoît XV demanda de consulter sur ce sujet l'abbé de Saint-Vincent et l'abbé de Newark, président de la congrégation cassinienne d'Amérique. L'année suivante, c'est Pie XI qui reprit

l'affaire. Par lettre du cardinal van Rossum à Dom Aurelius Stehle, il confia à la congrégation américaine la mission de fonder une université catholique à Pékin. Le 7 août 1923, le chapitre général de la congrégation accepta cette charge, avec la clause élastique d'y coopérer *pro viribus*³⁴ et l'abbé de Saint-Vincent fut chargé de l'exécution du projet. Entre-temps, le 24 février 1923, Pie XI fit un don de 100 000 liras pour la réalisation du projet et promit d'envoyer à la bibliothèque de l'université toutes les publications de la Libreria Editrice Vaticana³⁵.

40 Enfin, le 8 juillet 1924, seize ans après les premiers jésuites à Tokyo, deux moines bénédictins, Ildephonse Brandstetter et Placidus Rattenberger, arrivèrent à Pékin. Mais ils ont la chance d'être accueillis par le représentant du pape en Chine, grand promoteur de l'inculturation du christianisme, le délégué apostolique, Mgr Celso Costantini, et par Ying Lianzhi. L'avènement de l'université catholique de Pékin put donc avoir lieu sous de bons auspices et sous la haute protection de Rome³⁶ répondant à l'appel de l'élite catholique chinoise.

41 En février 1925, en vertu des facultés reçues du pape Pie XI³⁷, l'abbé de Saint-Vincent, Aurelius Stehle, et le père George B. O'Toole, arrivent en Chine respectivement comme chancelier et recteur de l'université catholique de Pékin qui, sur la demande de Stehle à Ying, prit le nom chinois de kung-chiao ta-hsüeh ou « université catholique ». Dès le 20 mars, grâce au mécénat de Theodore F. MacManus de Detroit (Michigan) et des femmes catholiques de Milwaukee, Aurelius Stehle acquit le palais du prince mandchou Tsai Tao, l'oncle du dernier empereur et le 26 juillet on installa dans la demeure une Académie des études chinoises. L'établissement prit le nom de son mécène : Académie MacManus.

42 Ying fut nommé, à l'été 1925, doyen de cette École des études chinoises de l'université catholique de Pékin. Il s'agissait donc bien de créer une université en chinois, pour les Chinois, et dans la mesure du possible, par les Chinois, comme l'avait indiqué le père Rutten en février 1914 à Jinan. Une circulaire annonça enfin l'ouverture de l'Académie le 15 août 1925. Dès lors, on alla effectivement chercher des professeurs chinois tels que Chen Yuan, historien et ancien ministre de l'Éducation, Chang Wei-hsi, président de la Société chinoise de géographie.

2d. Reconnaissance et perspectives missionnaires

43 Enfin, le 29 juillet 1927, quelques mois avant l'université Sophia, Fu-jen, qui est composée alors de deux « Écoles », celle des lettres chinoises et celle des arts et des lettres, fut reconnue par le ministère de l'Éducation. En 1929, par mandat 919, le ministre de l'Éducation du nouveau régime de Nanjing reconnut définitivement Fu-jen comme université. En 1930, le nouveau bâtiment, dessiné dans le style chinois par Dom Adalbert Gresnigt, fut inauguré³⁸.

44 L'université catholique Fu-jen naquit un an seulement avant la victoire du général Tchang et la fin de la « guerre civile ». Elle était donc naturellement destinée à la nouvelle génération susceptible de gouverner la Chine nationaliste³⁹.

45 Le projet universitaire, pour le délégué apostolique, devait donc être apolitique, avec une touche d'anticommunisme, et presque déconfessionnalisé au service de la seule « régénération » de la Chine. Dans cette perspective, le christianisme, présenté comme l'accomplissement parfait du confucianisme, brisait l'antinomie entre « religion » traditionnelle et christianisme. L'université Fu-jen se trouvait donc en face d'un enjeu majeur, celui de former des chrétiens réconciliés avec leur culture voire, plus généralement, des Chinois n'ayant pas de préjugés sur le christianisme et facilitant sa diffusion.

46 Comme dans le rapport du père Dahlmann au début du siècle sur l'opportunité de fonder une université catholique au Japon, pays qui était appelé à dominer la région, en 1936, le père Schmidt – de la Société du Verbe Divin, cette congrégation ayant succédé aux Bénédictins pour des raisons financières – au nom de la future domination chinoise sur l'Extrême-Orient, appelle l'Église à constituer un fort courant de pensée susceptible de servir de pilier à la renaissance de la Chine. Il pouvait alors conclure : toute l'Église catholique doit aider l'université de Pékin⁴⁰.

Conclusion

47 Les deux universités répondirent ainsi à l'injonction du pape Pie XI dans sa dernière encyclique sur les missions, *Rerum Ecclesiae* du 28 février 1926 : « Nous vous exhortons de ne pas négliger dans ce travail d'éducation les meilleures classes, spécialement les dirigeants locaux

et leurs enfants. » La remarque valait pour le Japon et pour la Chine. Cependant, dans les deux cas, la fondation des universités de Tokyo et de Pékin fut plutôt liée à un faisceau de circonstances qui conduisirent le souverain pontife à agir. De ce point de vue, l'activité pas toujours très harmonieuse de la Propagande et de la Secrétairerie d'État, le jeu des stratégies locales des congrégations, l'intervention des catholiques locaux, et le développement des prérogatives scolaires et universitaires de l'État au Japon puis en Chine, sans même évoquer la concurrence protestante, l'évolution géopolitique de la région ou encore celle des rapports entre le Saint-Siège et les puissances en Europe – et d'abord avec la France – soulignent encore une fois que le processus de centralisation romaine, qui semble connaître son âge d'or sous Pie XI, n'empêcha pas le maintien d'une gouvernance romaine à la recherche permanente du compromis à tous les niveaux de l'institution ecclésiastique, dans le but ultime de maintenir voire de renforcer effectivement mais aussi symboliquement l'unité de l'Eglise qui passe d'abord par la crédibilité de l'autorité apostolique.

Notes

1 Theodor Geppert, « Retour en mission au Japon: 1820-1905 », *The early years of Sophia University*, Tokyo, Université Sophia, 1993, 102 p.

2 ASCPF (Archives de la Sacré Congrégation de Propaganda Fide), NS, 1895, rub. 131, vol. 72, f. 935.

3 Theodor Geppert, *op.cit.*

4 AES (Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires), Francia, Giappone, n° 983, Russia, Giappone, 1904-1905, guerra russo-giapponese, prot. 3136.

5 *Ibid.*

6 *Ibid.*

7 Cité dans Theodor Geppert, « La nouvelle mission jésuite : 1905-1908 », *op. cit.*

8 Cf. P. Pfister, art. « Japon », dans Charles E. O'Neill et Joaquín M. Domínguez (dir.), Charles E. O'Neill et Joaquín M. Domínguez (dir.), *Diccionario histórico de la compañía de Jesús : biográfico-temático*, Roma, Institutum historicum, 2001, 4 vol. , vol. 3, p. 2136-2138.

9 AMAE (Archives du Ministère des Affaires étrangères), NS, correspondance politique et commerciale, Japon, vol. 62, 1907-1916, f. 33.

10 Cf. Theodor Geppert, « Vers la fondation de l'université Jochi : 1908-1913 », *op. cit.*

11 « Mort du recteur de l'université catholique de Tokyo », *Les Missions Catholiques*, 1937, p. 402.

12 Shinto civil ou *jinja shinto*. Culte officiel japonais, constitué à partir du shinto traditionnel dans les années 1890 et qui fut rattaché au ministère de l'Intérieur, à la différence des autres cultes y compris du bouddhisme et du shinto « des sectes », tous dépendants du bureau des religions au ministère de l'Education (Gaimusho). Ce culte officiel, dont l'Etat entretient les milliers de temples et de desservants, est au service de la mobilisation de la société civile japonaise. Il est présenté comme un culte patriotique, civil, alors que les Eglises et même les bouddhistes le considèrent comme une religion. De fait, en 1946, les Américains procèdent, avec la nouvelle constitution japonaise, à la « déshintoïsation » de l'Etat, qui avait conduit au développement du tennocentrisme, c'est-à-dire à mettre l'empereur non seulement au centre des institutions, mais aussi au fondement de la conscience japonaise, des valeurs et des symboles de la nation. Le shinto civil a largement participé à la mobilisation des masses au service de la « guerre sacrée » en Extrême-Orient et dans le Pacifique.

13 « [...] tout le monde dit que les jésuites sont rusés, semeurs de doctrines funestes, perturbateurs de la paix publique ». Cité dans Theodor Geppert, « Vers la fondation de l'université Jochi : 1908-1913 », *op. cit.*

14 AMAE, série E, Asie-Océanie, 1918-1940, vol. 56, f. 245

15 *Ibid.*

16 ARSI (Archivium Romanum Societatis Iesu), Santa Sede/Congregationes/Secr. Stat.Vatican, le 10 mai 1928, au père général de la Compagnie de Jésus.

17 Cf. Leo Magnino, *Pontificia nipponica, le relazioni tra la Santa Sede e il Giappone attraverso i documenti pontifici*, vol. 2, Roma, Officium libri catholici, Bibliotheca Missionalis, 5, 6, 1947-48, 181 p., p. 104.

18 *Ibid.*, p. 104.

19 Texte intégralement annexé dans Donald Paragon, « Ying Lien-chih (1866-1926) and the rise of Fu Jen, The catholic university of Peking », dans *Monumenta serica*, vol. XX, Ed. Heinrich Busch,

S.V.D. published by the Society of the Divine Word at Nanzan, the catholic university of Nagoya, 1961, p. 215-218.

20 *Ibid.*

21 La « plantation » des Eglises signifie non seulement la formation et l'ordination d'un clergé autochtone, mais d'abord et surtout la consécration d'ordinares autochtones.

22 Cf. Donald Paragon, art. cit., dans *Monumenta serica*, vol. XX, Ed. Heinrich Busch, S.V.D. published by the Society of the Divine Word at Nanzan, the catholic university of Nagoya, 1961, p. 215-218.

23 *Revue de missiologie*.

24 Claude Soetens, *L'Eglise catholique en Chine au XX^e siècle*, Paris, Beauchesne, 1997, 193 p., p. 55, note 56.

25 ASCPF, NS, 1914, rub. 130, vol. 564, f. 114.

26 *Ibid.*

27 *Ibid.*, f. 123-124.

28 *Ibid.*, f. 114.

29 *Ibid.*, f. 134.

30 Donald Paragon, art. cit., *op. cit.*, p. 200.

31 Expression et programme missionnaire de Vincent Lebbe.

32 AES, Asia, 1917-1918, pos. 111, fasc. 76.

33 Il s'agit d'abord de la création de plusieurs universités, d'une presse efficace, des YMCA, des écoles etc. Cf. AMEP, 636, Documents concernant Mr. Vincent Lebbe, *Pétition à Sa Grandeur Mgr de Guébriant en réponse du questionnaire envoyé par le Saint-Siège de Rome...*

34 Trad. : « en hommes, en personnel ». Cf. J. Bruls, *La réforme des Missions au XX^e siècle*, Paris, Casterman, 1960, 280 p., p. 150.

35 Cf. Yves Chiron, *Pie XI*, Paris, Perrin, 414 p., p. 164.

36 Cf. Georges Passelecq, Bernard Suchecky, *L'encyclique cachée de Pie XI, une occasion manquée de l'Eglise face à l'antisémitisme*, Paris, La découverte, coll. L'espace de l'histoire, 1995, 320 p., p. 156.

37 J. Bruls, *op. cit.*, p. 150.

38 *Ibid.*

39 *Ibid.*, p. 152.

40 Cf. AES, periodo IV : 1922-1939, Cina-Giappone, pos. 8-12, fasc. 26 (1923-1936), Universités de Fu-jen et Sophia, prot. 2286/36, mémoire du père Schmidt, *Sul completamento e sistemazione della Università cattolica Fu-Yen in Pechino elaborato...*

Pour citer cet article

Référence électronique

Olivier Sibre, « Le Saint-Siège et les élites en Extrême-Orient : la création des universités catholiques de Pékin et de Tokyo, Fu-jen et Sophia (1908-1936) », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 6 | 2010, mis en ligne le 19 janvier 2011. URL : <http://framespa.revues.org/494>

À propos de l'auteur

Olivier Sibre

Olivier SIBRE est professeur agrégé d'histoire. Son doctorat, prix Richelieu en Lettres et Sciences Humaines de la Chancellerie des Universités de Paris, a porté sur « Le Saint-Siège et l'Extrême-Orient (Chine, Corée, Japon), de Léon XIII à Pie XII (1880-1952) ». Elle sera publiée dans la Collection de l'École Française de Rome. Il est actuellement ATER à l'université de Paris-Sorbonne et mène ses travaux de recherche au Centre de recherche en histoire du XIX^e siècle (Paris I-Paris IV, EA 3550 CNRS).

Olivier.Sibre@paris-sorbonne.fr

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Le Saint-Siège est à la tête d'un réseau international d'universités. La fondation des universités Fu-jen à Pékin et Sophia à Tokyo exprime la volonté du Saint-Siège de relever le défi de la conversion des élites de l'Extrême-Orient occidentalisé, et de conférer à ces institutions une dimension vraiment universelle, catholique, face aux tensions entre instituts et congrégations missionnaires, mais aussi face aux stratégies culturelles et politiques des puissances à l'égard des missions. L'étude comparative de ces deux fondations de la fin du XIX^e siècle au début des années 1930 tente de mettre en valeur les différents facteurs qui façonnent l'initiative pontificale au sein d'un gouvernement « polycratique » et d'une institution complexe, alors que les papes présentent leur magistère comme une *suprema et plena potestas*.

Mots clés : élite, mission, papauté, relation internationale, université, élite, international relation, missions, papacy, universitie, Beijing, Japan, China, Far East

The Holy See is head of an international network of universities. The foundation of the universities Furen in Beijing and Sophia in Tokyo expresses the will of the Holy See to convert the elites of the westernized Far East, and to give to these institutions a real universal dimension, catholic, in front of the tensions between the missionary institutes and congregations, but also in front of the cultural et political strategies of the great powers towards the Christians missions. The comparative study of the two foundations from the end of the XIXth century to the beginning of the 1930's try to bring out the different factors which influence the pontifical initiative within a "polycratic" government and a complex institution, while the popes describe their magister as a *suprema et plena potestas*.

Index géographique : Asie orientale, Chine, Japon, Tokyo, Pékin